



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations**

Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 3 avril 2026

Cité Administrative  
49047 ANGERS Cedex 01

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**JULIERE (SCEA DE LA)**

La Julière

BRAIN SUR LONGUENÉE

49220 ERDRE-EN-ANJOU

Références : 2026\_03\_31a rapport-complet SCEA DE LA JULIERE

Code AIOT : 0054900242

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement JULIERE (SCEA DE LA) implanté La Julière - BRAIN SUR LONGUENÉE - 49220 ERDRE-EN-ANJOU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- JULIERE (SCEA DE LA)
- La Julière - BRAIN SUR LONGUENÉE - 49220 ERDRE-EN-ANJOU
- Code AIOT : 0054900242
- Régime : Autorisation
- IED : Oui.

Élevage de poules pondeuses.

**Thèmes de l'inspection :** • AN26 Eau Ouvrage Agri Agro / Bref SA

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 4  | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 7  | Surveillance du traitement  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 38 | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 8  | Émissions atmosphériques d'ammoniac                                     | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 | Demande d'action corrective  | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1  | Conformité de l'installation à la demande d'autorisation   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3  | Sans objet        |
| 2  | Intégration dans le paysage et propreté                    | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6  | Sans objet        |
| 3  | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17 | Sans objet        |
| 5  | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)     | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                     | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|---------------------------------------|--|-------------------|
| 6  | Stations ou équipements de traitement | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La disconnexion des réseaux d'eau est à réaliser de façon plus complète. Augmenter la fréquence des analyses de fientes et respecter le marquage des fientes commercialisées. La déclaration GEREP est à réaliser.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.   |
| <b>Constats :</b><br>L'installation est exploitée conformément au dernier arrêté d'autorisation délivré le 16/08/2017. Aucune modification n'a été apportée depuis le dernier contrôle réalisé le 13/04/2021. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

### N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.<br><br>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. |
| <b>Constats :</b><br>L'installation est bien intégrée dans le paysage, avec la présence de haie sur le site.<br>Les abords de l'installation sont entretenus.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 3 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.<br><br>Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L.211-2 du Code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.<br><br>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.<br><br>Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. |
| <b>Constats :</b><br>L'alimentation en eau du site est assurée principalement par un forage qui a fait l'objet d'un arrêté préfectoral délivré par la DDT en 2011 pour un prélèvement maximum de 9 900 m <sup>3</sup> .<br>Le site dispose également du réseau d'adduction public.<br>Le prélèvement moyen annuel est de 7 500 m <sup>3</sup> sur le forage.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 4 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.<br><br>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.<br><br>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code. |
| <b>Constats :</b><br>Le forage dispose d'un compteur et les relevés de consommation sont réalisés.<br>Le système de disconnexion du réseau à caractère privé et du réseau d'adduction public est insuffisant, il est uniquement assuré par des vannes.<br>Le système de distribution de l'eau au niveau du local de traitement de l'eau est ancien. Il est très difficile de déterminer les différents réseaux d'approvisionnement et de distribution sur l'ensemble de l'installation.<br>Les différentes canalisations sont à identifier, afin d'éviter tout retour d'eau sur le circuit d'adduction public.<br>Une vraie disconnexion est à mettre en place avec le réseau public.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

**N° 5 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé  |
| <b>Constats :</b><br>Le forage est situé sur la parcelle B 1595 dans le parcours des poules. Une clôture de sécurité délimite la zone de protection. Il a été régulièrement déclaré auprès des services de la DDT en 2011.<br>Il a fait l'objet d'un arrêté de prescriptions sous la rubrique 1.1.1.0 pour un prélèvement maximum de 9 900 m <sup>3</sup> .<br>la tête du forage est correctement protégée.<br>Vous envisagez une extension de votre installation, et par conséquent le volume d'eau nécessaire risque d'augmenter au-delà des 10 000 m <sup>3</sup> annuel. Un dossier de déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 de l'article R.214-1 du Code de l'environnement qui précisera les incidences effectives du forage sur les ouvrages et milieux alentours sera à produire.<br>Ce nouveau dossier est établi notamment sur la base des essais de pompages réalisés (essais de pompage de longue durée /72 h, ...). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 6 : Stations ou équipements de traitement**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le présent article s'applique aux installations comportant une station, ou des équipements, de traitement des effluents d'élevage. |

|   |
|---|
| <p>Avant le démarrage des installations de traitement, l'exploitant et son personnel sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident. La conduite des installations de traitement est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue en la matière.</p> <p>Les équipements de traitement et/ou de prétraitement et d'aéro-aspiration sont correctement entretenus.</p> <p>L'installation dispose de moyens de contrôle et de surveillance à chaque étape du processus de traitement des effluents d'élevage permettant de mesurer les quantités traitées quels que soient les types d'effluents.</p> <p>Pour prévenir les risques en cas de panne ponctuelle de l'installation de traitement des effluents d'élevage, l'installation dispose de capacités de stockage suffisantes pour stocker la totalité des effluents le temps nécessaire à la remise en fonctionnement correcte de l'installation.</p> <p>Tout équipement de traitement et d'aéroaspiration est équipé d'un dispositif d'alerte en cas de dysfonctionnement. L'arrêt prolongé du fonctionnement de l'installation de traitement est notifié à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, et les solutions alternatives de traitement mises en œuvre sont mentionnées.</p> <p>Les boues et autres produits issus du traitement des effluents peuvent être épandus sur des terres agricoles en respectant les dispositions des articles 27-1 à 27-5.</p> <p>Pour prévenir les pollutions accidentelles, l'exploitant est tenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de mettre en place des dispositifs (par exemple talus ou regards de collecte) permettant de contenir ou collecter temporairement toute fuite accidentelle issue des différents équipements de traitement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ;</li> <li>- d'installer aux différentes étapes du processus de traitement des dispositifs d'alerte en cas de dysfonctionnement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ;</li> <li>- de mettre en place des dispositifs d'arrêt automatique sur le système d'aéroaspiration ou de ferti-irrigation de l'effluent épuré (par exemple en cas de baisse anormale de pression interne du circuit ou d'arrêt anormal du déplacement du dispositif d'aspiration) ; cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018).</li> </ul> <p>Ces dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement.</p> <p><b>Constats :</b><br/> Les fientes sont séchées avec le système SECONOV et ensuite entreposées dans un hangar composé d'un répartiteur.<br/> La production de fientes séchées sur l'année écoulée est de 1 180 tonnes.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |
|---|

#### N° 7 : Surveillance du traitement

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 38  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 28.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas d'un traitement aérobique d'effluents d'élevage liquides, le descriptif de l'installation de traitement, tenu à jour ;</li> <li>- le cahier d'exploitation tenu à jour, dans lequel sont reportés les volumes et tonnages de matières et effluents entrants et sortants à chaque étape du processus de traitement ;</li> <li>- les bilans matière annuels relatifs à l'azote et au phosphore.</li> </ul> <p>Le préfet définit la fréquence et les modalités techniques de prélèvement et d'analyse.</p> <p>L'ensemble de ces éléments est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p><b>Constats :</b><br/> Vous réalisez deux analyses agronomiques par an sur les fientes. La dernière analyse indique un taux de</p> |

|   |
|---|
| <p>MS de 87%, un taux de MO de 62%, Un C/N de 5.5, un taux d'azote. Les valeurs fertilisantes sont de 56.73 pour l'azote, 38.52 pour le phosphore, 32.11 pour la potasse.</p> <p>Les résultats de cette analyse vous permettent de commercialiser sous la la norme NFU 42001.</p> <p>Au vu de la production annuelle, vous devez réaliser au minimum 4 analyses agronomiques par an (plus de 1 000 t) et une analyse métaux lourds complétée des agents pathogènes (salmonelles œufs d'helminthes)</p> <p>Lors de la commercialisation des fientes vous devez indiquer les éléments de marquage notamment engrais organique NFU 42001 à base fiente de volailles.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

#### N° 8 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p> <p>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La déclaration GEREPA n'est pas encore réalisée au titre de l'année 2025.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |